Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Annexe statistique du rapport FlaM 2019

Table des matières

1 Introduction 1

1.1 Annonces 1
1.2 Volume de contrôle global 3

2 Analyse des résultats de l'activité de contrôles des commissions tripartites cantonales 8

2.1 Résultats globaux 8
2.2 Employeurs suisses : contrôles et résultats par les CT cantonales 10
2.3 Détachement: contrôles et résultats par canton 14

3 Analyse des résultats de l'activité de contrôles commissions paritaires 16

3.1 Employeurs suisses : contrôles et résultats des CP 17
3.2 Détachement: contrôles et résultats des CP 23
3.2.1 Infractions à l'encontre des dispositions salariales fixées dans les CCT étendues et les mesures prises à cet effet 24

4 Prestataires de services indépendants et indépendances fictives 25

5 Mesures et sanctions des autorités cantonales 27

6 Location de services 29

6.1 Résultats de l'activité de contrôles 29

Tables

Tableau 1.1 : Evolution du nombre de résidents de courte durée soumis à l'obligation d'annonce 1
Tableau 1.2 : Résidents de courte durée soumis à l'obligation d'annonce par canton, 2019 .. 1
Tableau 1.3 : Annonces de travailleur soumis à l'obligation d'annonce par branche économique 2
Tableau 1.4 : Résidents de courte durée (jusqu'à 90 jours) soumis à l'obligation d'annonce . 2
Tableau 1.5 : Volume de travail fourni par les résidents de courte durée (jusqu'à 90 jours) soumis à l'obligation d'annonce en 2019 par catégorie et région linguistique 2
Tableau 1.6 : Evolution du volume de contrôles total (CT cantonales et CP, avec les contrôles de CP de CCT étendues au niveau cantonal) 3
Tableau 1.7 : Vue d'ensemble du total des contrôles effectués par les CT cantonales et les CP, avec les contrôles de CCT étendues au niveau cantonal 3
Tableau 1.8 : Nombre de contrôles d'entreprises effectués par les CT cantonales et les CP, sans contrôles effectués par les CP de CCT étendues au niveau cantonal 3
Tableau 1.9 : Nombre de contrôles de personnes effectués par les CT et CP, sans contrôles effectués par les CP de CCT étendues au niveau cantonal 4
Tableau 1.10 : Evolution de l'atteinte des objectifs auprès des détachés et des indépendants 4
Tableau 1.11 : Nombre de contrôles par les CP de CCT étendues au niveau cantonal 4
Tableau 1.12 : Contrôles des CT cantonales et CP auprès des employeurs suisses par branche, sans les contrôles de CP de CCT étendues au niveau cantonal 5
Tableau 1.13 : Contrôles des CT cantonales et CP dans le détachement par branche (sans les contrôles par les CP de CCT étendues au niveau cantonal) 6
Tableau 1.14 : Part des établissements suisses et employés contrôlés par les CT cantonales et les CP en 2019 (sans les contrôles par les CP de CCT étendues au niveau cantonal) 7
Tableau 2.1 : Atteinte des objectifs de la part des CT cantonales 2019 8
Tableau 2.2 : Sous-enchères aux salaires usuels et infraction aux conditions de travail selon les données des CT cantonales dans les branches sans CCT étendue (2019) et sans CTT .. 8
Tableau 2.3 : Part des entreprises contrôlées, par les CT cantonales, ayant pratiqué de la sous-enchère par rapport aux salaires usuels, par branches dépourvues de CCT étendue (2019) 9
Tableau 2.4 : Contrôles des CT auprès d'employeurs suisses selon les branches sans CCT étendue 10
Tableau 2.5 : Répartition des contrôles des CT cantonales auprès d'employeurs suisses par canton et part des entreprises contrôlées dans les branches sans CCT étendues (y compris CTT), 2019 10
Tableau 2.6 : Evolution de la part des entreprises suisses contrôlées par les CT cantonales par canton dans les branches dépourvues de CCT étendue 11
Tableau 2.7 : Sous-enchère salariale relevée auprès des entreprises suisses par les CT cantonales par canton dans les branches dépourvues de CCT étendue (y compris CTT), 2019 11
Tableau 2.8 : Nombre de cas de sous-enchère relevés par les CT cantonales par canton et proportion des entreprises en sous-enchère, dans les branches sans CCT étendue (y compris CTT) 12
Tableau 2.9 : Sous-enchère aux conditions usuelles et infraction aux salaires minimaux au sein des CTT auprès des employeurs suisses en 2019, relevés par les CT cantonales 13
Tableau 2.10 : Sous-enchère aux conditions usuelles et infraction aux salaires minimaux au sein des CTT dans le détachement en 2019, relevés par les CT cantonales 14

Tableau 2.11 : Tableaux sous-enchère salariale relevée par les CT cantonales par canton 2019 dans le détachement, sans CTT 15
*Tableau 3.1 : Atteinte des objectifs de la part des CP 2019** 16
*Tableau 3.2 : Atteinte des objectifs par CP en 2019** 16
Tableau 3.3 : Nombre de contrôles effectués par CP auprès des employeurs suisses (CCT étendues au niveau fédéral) y compris les contrôles d'entreprises de location de services .. 17
Tableau 3.4 : Employeurs suisses contrôlés par les CP en 2019 (sans la location de services) 18
Tableau 3.5 : Personnes contrôlées par les CP lors des contrôles d'employeurs suisses en 2019 (sans la location de services) 19
Tableau 3.6: Contrôles des CP auprès d'entreprises de location de services en 2019 20
Tableau 3.7 : Activité de contrôle des CP par canton auprès des employeurs suisses (avec la location de services), 2019 21
Tableau 3.8: Contrôles d'entreprises suisses avec au moins une infraction suspectée à l'encontre des dispositions salariales en 2019, par branche, répartis selon la classification NOGA 2008 22
Tableau 3.9 : Contrôles effectués par les CP auprès des entreprises détachant des travailleurs, 2019 23
Tableau 3.10: Part des entreprises contrôlées avec au moins une infraction à l'encontre des dispositions salariales fixées par les CCT étendues suspectée, par branche, 2018-2019 24
Tableau 3.11 : Résultats de contrôles des CP auprès des entreprises de détachement 24
Tableau 4.1 : Résultat des contrôles auprès des prestataires de services indépendants soumis à l'obligation d'annonce, 2019 25
Tableau 4.2 : Contrôles et sanctions liés à la vérification du statut des prestataires de services indépendants soumis à l'obligation d'annonce en 2019 25
Tableau 4.3 : Contrôles des prestataires de services indépendants effectués par les CT cantonales dans les branches sans CCT étendue, par canton et par branche 26
Tableau 5.1 : Nombre de procédures de conciliation individuelle et proportion des procédures abouties auprès des employeurs suisses par canton, 2018-2019 27
Tableau 5.2 : Nombre de procédures de conciliation individuelle et proportion des procédures abouties auprès des entreprises de détachement par canton, 2018-2019 27
Tableau 5.3 : Part des amendes payées selon les estimations des cantons 28
Tableau 6.1 : Contrôles menés par les CT dans le domaine de la location de services 29
Tableau 6.2 : Contrôles des CP auprès des entreprises de location de services, 2019 29
Tableau 6.3 : Sanctions contre des infractions à la CCT étendue commises par des entreprises de location de services 29

1 Introduction

L'annexe au rapport a pour objectif de présenter en détails les résultats de l'activité de contrôle des organes d'exécution. Elle permet au SECO, aux commissions tripartites cantonales et aux commissions paritaires d'avoir des données plus complètes sur les contrôles, les infractions, les sanctions et les mesures prises sur le marché du travail.

1.1 Annonces

Tableau 1.1 : Evolution du nombre de résidents de courte durée soumis à l'obligation d'annonce

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Variation 2018-2019
Prises d'emploi de courte durée auprès d'employeurs CH	115'111	116'440	113'310	118'310	130'593	139'415	143'255	2.8%
Prestataires de services indépendants	26'794	29'738	29'721	29'993	28'599	27'337	27'014	-1.2%
Prestataires de services indépendants (sans les services à la personne)	*18'603*	*21'530*	*21'043*	*21'317*	*20'218*	*19'147*	*18'842*	*-1.6%*
Travailleurs détachés	82'271	79'665	84'036	89'547	88'954	86'145	91'834	6.6%
Total des personnes soumises à l'obligation d'annonce (sans les services à la personne)	**215'985**	**217'635**	**218'389**	**229'174**	**239'765**	**244'707**	**253'931**	**+3.8%**

Source : SEM

Tableau 1.2 : Résidents de courte durée soumis à l'obligation d'annonce par canton, 2019

Canton	Travailleurs détachés	Prestataires de services indépendants (sans les services à la personne)	Résidents de courte durée engagés auprès d'un employeur suisse	Total
AG	8'847	1'462	9'256	19'565
AI/AR	948	114	484	1'546
BL	3'841	696	3'538	8'075
BS	6'529	2'169	7'970	16'668
BE	9'659	2'334	9'496	21'489
FR	2'227	676	3'652	6'555
GE	11'809	3'489	21'432	36'730
GL	593	99	591	1'283
GR	6'286	1'549	7'850	15'685
JU	895	168	2'114	3'177
LU	5'044	854	5'805	11'703
NE	1'812	409	3'109	5'330
SG	8'493	1'170	8'837	18'500
SH	2'101	359	1'259	3'719
SO	4'139	659	3'309	8'107
SZ	1'615	357	1'000	2'972
TG	4'950	797	5'779	11'526
TI	8'456	2'317	16'281	27'054
UR/OW/NW	1'198	307	1'407	2'912
VD	7'607	1'760	18'856	28'223
VS	4'128	1'351	10'316	15'795
ZG	1'676	467	1'638	3'781
ZH	19'227	3'751	16'208	39'186
CH	**122'080**	**27'314**	**160'187**	**309'581**
CH (sans double-comptage)	**91'834**	**18'842**	**143'255**	**253'931**

En additionnant les chiffres concernant les cantons, le résultat obtenu est supérieur au total pour l'ensemble de la Suisse dû au fait que les personnes actives dans plusieurs cantons ont été saisies plusieurs fois. Source : SEM

Tableau 1.3 : Annonces de travailleur soumis à l'obligation d'annonce par branche économique

	Résidents de courte durée auprès d'employeurs suisses	Prestataires de services indépendants	Travailleurs détachés	Total 2018	Total 2019	Evolution
Agriculture	17'510	219	476	16'900	18'205	7.7%
Industries manufacturière, industrie, industries extractives	7'648	2'534	31'655	38'978	41'837	7.3%
Secteur principal de la construction	4'036	1'153	5'415	11'036	10'604	-3.9%
Second-œuvre	6'948	7'401	24'167	40'016	38'516	-3.7%
Commerce	6'129	1'970	5'047	12'865	13'146	2.2%
Hôtellerie-restauration	19'052	343	1'558	19'846	20'953	5.6%
Transports, information et communication	1'725	258	2'252	3'284	4'235	29.0%
Banques, assurances, activités immobilières, activités de services aux entreprises, informatique, R&D	7'693	2'077	14'775	21'858	24'545	12.3%
Location de services	38'164	0	4	37'291	38'168	2.4%
Enquête et sécurité	691	30	553	1'330	1'274	-4.2%
Nettoyage	1'855	121	757	2'978	2'733	-8.2%
Administration publique	2'636	84	890	3'493	3'610	3.3%
Enseignement	5'471	206	135	5'799	5'812	0.2%
Santé humaine et action sociale	6'404	275	385	6'962	7'064	1.5%
Services à la personne	15'731	10'185	3'587	28'217	29'503	4.6%
Services aux ménages privés	1'562	158	178	2'044	1'898	-7.1%
Total	**143'255**	**27'014**	**91'834**	**252'897**	**262'103**	**+3.6%**

Source : SEM, propres calculs. Les branches économiques dans le tableau sont définies selon la nomenclature générale des activités économiques (NOGA) et ne doivent dès lors pas être confondues avec le champ d'application de CCT existantes (par exemple : secteur principal de la construction, hôtellerie-restauration ou nettoyage).

Tableau 1.4 : Résidents de courte durée (jusqu'à 90 jours) soumis à l'obligation d'annonce

	Personnes soumises à l'obligation d'annonce		**Résidents à l'année (volume de travail)**		**Pourcentage du volume national d'activité (EPT)**
	Nombre	**Part en %**	**Nombre**	**Part en %**	
Prises d'emploi de courte durée auprès d'un employeur suisse	143'255	56.4%	27'991	78.4%	0.70%
Prestataires de services indépendants	27'014		3'203		
sans les services à la personne	18'842	*7.4%*	1'835	*5.1%*	*0.05%*
Travailleurs détachés	91'834	36.2%	5'895	16.5%	0.15%
Total	**253'931**	**100%**	**35'721**	**100%**	**0.90%**

Source : SEM, OFS (STATENT), propres calculs

Tableau 1.5 : Volume de travail fourni par les résidents de courte durée (jusqu'à 90 jours) soumis à l'obligation d'annonce en 2019 par catégorie et région linguistique

	Travailleurs détachés		**Prestataires de services indépendants (sans les services à la personne)**		**Personnes travaillant pour un employeur suisse**		**Total de résidents de courte durée soumis à l'obligation d'annonce**	
	Nombre	**Part en %**	**Nombre**	**Part en %**	**Nombre**	**Part en %**	**Nombre**	**Part en %**
Suisse alémanique	3'807	20.0%	1'057	5.5%	14'203	74.5%	19'068	53.4%
Suisse romande	1'603	11.6%	594	4.3%	11'648	84.1%	1'3845	38.7%
Tessin	485	17.3%	183	6.5%	2'140	76.2%	2'808	7.9%
Suisse	**5'895**	**16.5%**	**1'835**	**5.1%**	**27'991**	**78.4%**	**35'721**	**100%**

Source : SEM, propres calculs

1.2 Volume de contrôle global

Tableau 1.6 : Evolution du volume de contrôles total (CT cantonales et CP, avec les contrôles de CP de CCT étendues au niveau cantonal)

	2017		2018		2019		Variation 2018-2019	
	Nombre d'entreprises	Nombre d'entreprises	Nombre d'entreprises	Nombre de personnes	Nombre d'entreprises	Nombre de personnes	Nombre d'entreprises	Nombre de personnes
Travailleurs détachés et prestataires de services indépendants contrôlés	20'722	40'891	18'774	36'089	17'272	32'681	-8%	-9%
Contrôles de travailleurs auprès d'employeurs suisses	23'421	130'946	23'311	137'831	24'033	133'288	3%	-3%
Total	**44'143**	**171'837**	**42'085**	**173'920**	**41'305**	**165'969**	**-2%**	**-5%**

Source : SECO

Tableau 1.7 : Vue d'ensemble du total des contrôles effectués par les CT cantonales et les CP, avec les contrôles de CCT étendues au niveau cantonal

	Contrôles d'entreprises		
	2018	2019	Variation
Contrôles d'entreprises de détachement dans les branches…			
sans CCT étendues	5'466	4'808	-12%
avec CCT étendues	7'066	6'080	-14%
CP des CCT cantonales	384	391	2%
Total	12'916	11'279	-13%
Contrôles auprès d'employeurs suisses dans les branches…			
sans CCT étendues	11'303	11'275	0%
avec CCT étendues	11'346	11'491	1%
CP des CCT cantonales	662	1'267	91%
Total	23'311	24'033	3%
Contrôles des prestataires de services indépendants dans les branches…			
sans CCT étendues	2'850	2'702	-5%
avec CCT étendues	3'008	3'291	9%
Total	5'858	5'993	2%
Total	**42'085**	**41'305**	**-2%**

Source : SECO

Tableau 1.8 : Nombre de contrôles d'entreprises effectués par les CT cantonales et les CP, sans contrôles effectués par les CP de CCT étendues au niveau cantonal

Contrôles d'entreprises							
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2018-2019 (%)
Contrôles d'entreprises de détachement dans les branches…							
a) sans CCT étendues	5'637	5'377	5'667	5'372	5'466	4'808	-12%
b) avec CCT étendues	7'920	8'290	7'444	8'036	7'066	6'080	-14%
Total (a+b)	13'557	13'667	13'111	13'408	12'532	10'888	-13%
Contrôles d'entreprises suisses dans les branches...							
c) sans CCT étendues	8'941	10'561	10'153	10'836	11'303	11'275	0%
d) avec CCT étendues*	9'456	11'462	10'296	11'828	11'346	11'491	1%
Total (c+d)	18'397	22'023	20'449	22'664	22'649	22'766	1%
Contrôles de prestataires de services indépendants dans les branches…							
e) sans CCT étendues	3'345	3'673	3'294	2'888	2'850	2'702	-5%
f) avec CCT étendues	3'493	3'718	3'616	3'746	3'008	3'291	9%
Total (e+f)	6'838	7'391	6'910	6'634	5'858	5'993	2%

*Remarque concernant les contrôles auprès d'employeurs suisses dans les branches avec CCT étendues : y inclus contrôles d'entreprises de location de services. Source : SECO

Tableau 1.9 : Nombre de contrôles de personnes effectués par les CT et CP, sans contrôles effectués par les CP de CCT étendues au niveau cantonal

Contrôles de personnes	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2018-2019 (%)
Contrôles de travailleurs détachés dans les branches…							
a) sans CCT étendues	13'093	12'283	13'599	12'614	12'348	11'610	-6%
b) avec CCT étendues	19'684	21'302	18'432	19'798	16'975	14'226	-16%
Total (a+b)	32'777	33'585	32'031	32'412	29'323	25'836	-12%
Contrôles de travailleurs engagés par des entreprises suisses dans les branches...							
c) sans CCT étendues	44'756	53'922	41'169	46'390	54'152	45'751	-16%
d) avec CCT étendues*	67'812	73'874	80'482	80'081	80'693	83'473	3%
Total (c+d)	112'568	127'796	121'651	126'471	134'845	129'224	-4%
Contrôles de prestataires de services indépendants dans les branches…							
e) sans CCT étendues	3'345	3'673	3'294	2'888	2'850	2'702	-5%
f) avec CCT étendues	3'493	3'718	3'616	3'746	3'008	3'291	9%
Total (e+f)	6'838	7'391	6'910	6'634	5'858	5'993	2%

*Remarque concernant les contrôles auprès d'employeurs suisses dans les branches avec CCT étendues : y inclus contrôles d'entreprises de location de services. Source : SECO

Tableau 1.10 : Evolution de l'atteinte des objectifs auprès des détachés et des indépendants

Travailleurs détachés	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
CP	26%	21%	25%	40%	32%	36%	33%	26%
CT	17%	14%	16%	39%	43%	37%	38%	34%
Total	**42%**	**35%**	**41%**	**40%**	**36%**	**36%**	**35%**	**29%**

Prestataires de services indépendants	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
CP	21%	20%	16%	26%	27%	29%	27%	27%
CT	19%	17%	16%	56%	43%	39%	35%	40%
Total	**40%**	**37%**	**32%**	**35%**	**32%**	**33%**	**31%**	**32%**

Source : SECO

Tableau 1.11 : Nombre de contrôles par les CP de CCT étendues au niveau cantonal

	Travailleurs détachés et prestataires de services indépendants		**Employeurs suisses**	
	Nombre d'entreprises	Nombre de personnes	Nombre d'entreprises	Nombre de personnes
BS	2	5	0	0
GE	48	204	1'215	4'064
TI	320	607	0	0
ZH	21	36	52	-
Total	**391**	**852**	**1'267**	**4'064**

Source : SECO

Tableau 1.12 : Contrôles des CT cantonales et CP auprès des employeurs suisses par branche, sans les contrôles de CP de CCT étendues au niveau cantonal

	Nombre d'entreprises contrôlées					Nombre de personnes contrôlées				
	2017	2018	2019	Distribution des contrôles 2019	Evolution 2018-2019	2017	2018	2019	Distribution des contrôles 2019	Evolution 2018-2019
Agriculture	608	471	353	2%	-25%	1'759	3'094	1'102	1%	-64%
Paysagisme	351	315	300	1%	-5%	1'215	955	1'059	1%	11%
Industries manufacturières	2'184	2'187	2'223	10%	2%	11'135	13'460	13'217	10%	-2%
Construction**	1'025	768	684	3%	-11%	7'666	7'197	7'645	6%	6%
Second-œuvre**	3'702	3'415	3'325	15%	-3%	13'030	13'353	16'626	13%	25%
Commerce	2'441	3'545	2'178	10%	-39%	9'317	16'185	10'059	8%	-38%
Hôtellerie-restauration**	5'193	5'274	5'179	23%	-2%	45'667	44'939	42'035	33%	-6%
Transport, information, communication	458	545	796	3%	46%	2'437	2'218	4'258	3%	92%
Activités financières et immobilières, services aux entreprises, informatique, R&D	1'942	2'092	3'492	15%	67%	10'422	9'469	9'673	7%	2%
Location de services*	1'187	375	388	2%	3%	9'725	7'345	6'935	5%	-6%
Enquête et sécurité	195	105	92	0%	-12%	1'422	557	534	0%	-4%
Nettoyage**	921	857	589	3%	-31%	5'741	5'910	4'216	3%	-29%
Administration publique	26	21	256	1%	1121%	158	1'368	1'564	1%	14%
Enseignement	50	54	68	0%	26%	953	714	696	1%	-3%
Santé humaine et action sociale	1'729	1'007	1'121	5%	11%	5'631	4'733	5'664	4%	20%
Prest. de services personnelles	432	363	501	2%	38%	1'719	1'245	1'754	1%	41%
Salons de coiffure/cosmétiques	369	507	300	1%	-41%	841	1'132	1'038	1%	-8%
prestations aux ménages privés	527	743	915	4%	23%	622	958	1'143	1%	19%
Total	**23'340**	**22'644**	**22'760**			**126'471**	**134'832**	**129'217**		

*Les CP contrôlent également des personnes dans le cadre de la location de services. Ces contrôles sont rangés selon la branche au sein de laquelle les personnes sont actives. Les valeurs en gris sont prises en compte en partie (contrôles par les cantons au sein de la location de service et contrôles effectués par la CP travail temporaire) dans les totaux et les pourcentages. **Ces domaines sont principalement couverts par des CCT étendues. Les contrôles de CT cantonales sont faits hors du champ d'application des CCT étendues. La définition des branches se fait ici sur la base des codes NOGA et non selon les champs d'application des CCT étendues. Dans le cadre de l'observation du marché du travail et de l'exécution de la loi sur le travail au noir (LTN), les conditions en vertu du droit des étrangers sont contrôlées et non pas les conditions de travail.
Source : SECO

Tableau 1.13 : Contrôles des CT cantonales et CP dans le détachement par branche (sans les contrôles par les CP de CCT étendues au niveau cantonal)

	Nombre d'entreprises contrôlées					Personnes contrôlées (avec prest. Indép.)***				
	2017	2018	2019	Distribution des contrôles 2019	Evolution 2018-2019	2017	2018	2019	Distribution des contrôles 2019	Evolution 2018-2019
Agriculture	6	9	13	0%	38%	35	33	41	0%	27%
Paysagisme	63	60	42	0%	-31%	183	171	133	0%	-22%
Industries manufacturières	6'186	6'116	5'561	51%	-9%	17'117	14'190	15'107	48%	6%
Construction**	389	359	318	3%	-11%	1343	914	1'069	3%	17%
Second-œuvre**	4'701	4'167	3'076	28%	-26%	14'764	9'698	9'925	31%	2%
Commerce	233	280	195	2%	-30%	781	612	540	2%	-12%
Hôtellerie-restauration**	71	89	109	1%	22%	361	542	600	2%	11%
Transport, information et communication	91	62	217	2%	250%	289	255	576	2%	126%
Activités financières et immobilière, services aux entreprises, informatique, R&D	1'393	1'140	1'083	10%	-5%	2'969	2'125	2'806	9%	32%
Location de services*	1	0	0	0%	-	15	0	0	0%	-
Enquête et sécurité	19	16	9	0%	-44%	131	55	51	0%	-7%
Nettoyage**	90	82	90	1%	10%	353	327	232	1%	-29%
Administration publique	29	25	41	0%	64%	76	57	122	0%	114%
Enseignement	6	13	13	0%	0%	11	15	44	0%	193%
Santé humaine et action sociale	15	19	14	0%	-26%	54	27	41	0%	52%
Prest. de services personnelles	96	75	79	1%	5%	520	281	481	2%	71%
Salons de coiffure/cosmétiques	3	4	1	0%	-75%	7	4	5	0%	25%
prestations aux ménages privés	15	7	25	0%	257%	37	18	21	0%	17%
Total	**13'408**	**12'522**	**10'886**			**39'046**	**29'323**	**31'795**		

*Les détachements de l'étranger dans le cadre de la location de services ne sont pas admis. Le champ d'application de plusieurs CCT déclarées de force obligatoire s'étend parfois à des branches du second-œuvre de la construction et des industries manufacturières. Les contrôles menés au sein de ces CCT déclarées de force obligatoire ont été répartis proportionnellement (selon la proportion des entreprises suisses au sein de ces branches) dans les domaines du second-œuvre de la construction et des industries manufacturières. **Ces domaines sont principalement couverts par des CCT étendues. Les contrôles de CT cantonales sont faits hors du champ d'application des CCT étendues. La définition des branches se fait ici sur la base des codes NOGA et non selon les champs d'application des CCT étendues. ***Les contrôles des prestataires de services indépendants sont comptabilisés en tant que « contrôle de personnes ». Dans le cadre de l'observation du marché du travail et de l'exécution de la loi sur le travail au noir (LTN), les conditions en vertu du droit des étrangers sont contrôlées et non pas les conditions de travail.

Tableau 1.14 : Part des établissements suisses et employés contrôlés par les CT cantonales et les CP en 2019 (sans les contrôles par les CP de CCT étendues au niveau cantonal)

	Contrôles d'entreprises					Contrôles de personnes				
	CT	CP	Total	Nombre d'établissements (en milliers)	Part des établissements contrôlés	CT	CP	Total	Nombre d'employés (en milliers)	Part des employés contrôlés
Agriculture/horticulture	628	25	653	15	4%	2'070	91	2'161	65	3%
Industrie manufacturière	870	1'353	2'223	29	7%	6'966	6'251	13'217	727	2%
Secteur principal de la construction*	82	602	684	6	11%	327	7'318	7'645	125	6%
Second-œuvre*	598	2'727	3'325	23	14%	2'721	13'905	16'626	219	8%
Commerce	2'000	178	2'178	64	3%	9'362	697	10'059	610	2%
Hôtellerie-restauration*	56	5'123	5'179	25	21%	246	41'789	42'035	247	17%
Transport, information et communication	640	156	796	14	6%	3'688	570	4'258	279	2%
Activités financières et immobilière, services aux entreprises, informatique, R&D	3'308	184	3'492	69	5%	8'918	754	9'672	749	1%
Location de service*	173	215	388	-	-	650	6'285	6'935	88	8%
Enquête et sécurité	63	29	92	1	9%	380	154	534	20	3%
Nettoyage*	59	530	589	3	20%	721	3'495	4'216	60	7%
Administration publique	75	181	256	12	2%	227	1'337	1'564	296	1%
Enseignement	68	0	68	15	0%	696	0	696	314	0%
Santé et action sociale	1'121	0	1'121	30	4%	5'664	0	5'664	587	1%
Prest. de services personnelles, culture, sport et activités récréatives, prest. aux ménages privés	1'528	188	1'716	23	7%	3'108	827	3'935	213	2%
Total	**11'269**	**11'491**	**22'760**	**320**	**7%**	**45'744**	**83'473**	**129'217**	**4'511**	**3%**

* Ces domaines sont principalement couverts par des CCT étendues. Les contrôles de CT cantonales sont faits hors du champ d'application des CCT étendues. La définition des branches se fait ici sur la base des codes NOGA et non selon les champs d'application des CCT étendues. Remarques : Sans les contrôles de CP de CCT étendues au niveau cantonal et sans les contrôles dans l'industrie du sexe. Nombre d'établissements suisses : sans les raisons individuelles employant une seule personne (indépendants) et sans les exploitations agricoles n'employant aucune personne extérieure à la famille (exploitations agricoles familiales). Les CP contrôlent également des personnes dans le cadre de la location de services. Ces contrôles sont rangés selon la branche au sein de laquelle les personnes sont actives. Les valeurs en gris sont prises en compte seulement en partie (contrôles par les cantons au sein de la location de services) dans les totaux et les pourcentages. Source : SECO, OFS, propres calculs.

2 Analyse des résultats de l'activité de contrôles des commissions tripartites cantonales

2.1 Résultats globaux

Tableau 2.1 : Atteinte des objectifs de la part des CT cantonales 2019

	AG	AI/AR	BL	BS	BE	FR	GE	GL	GR	JU	LU	NE	SG	SH	SZ	SO	TG	TI	UR/ OW/ NW	VD	VS	ZG	ZH	CH
Employeurs suisses	313	30	199	268	387	265	1'518	36	148	107	308	171	204	136	176	237	271	3'122	130	751	368	43	2'087	11'275
Détachés	1'104	120	353	469	1'237	214	674	74	643	183	683	347	398	324	154	340	410	1'839	122	735	395	49	743	11'610
Indépendant	127	24	32	314	227	91	146	21	134	33	246	47	60	52	61	58	93	370	17	204	154	77	114	2'702
Total contrôles	**992**	**114**	**408**	**817**	**1233**	**463**	**2001**	**94**	**604**	**232**	**896**	**392**	**463**	**350**	**314**	**465**	**569**	**4412**	**208**	**1323**	**720**	**145**	**2573**	**19'782**
Accords de prestations	**1'000**	**150**	**400**	**750**	**1'750**	**450**	**2'000**	**90**	**600**	**230**	**900**	**400**	**800**	**280**	**300**	**460**	**550**	**3'400**	**200**	**1'150**	**550**	**120***	**2'500**	**19'030**
Etablissement CH**	15'300	1970	6'500	6400	27'000	6'700	13'900	1'100	6'700	1'900	11'100	4'200	13'400	2'190	6'200	4'900	6'600	12'100	3'290	19'000	8'490	7'100	42'800	228'840
Objectifs (3%)	**2%**	**2%**	**3%**	**4%**	**1%**	**4%**	**11%**	**3%**	**2%**	**6%**	**3%**	**4%**	**2%**	**6%**	**3%**	**5%**	**4%**	**26%**	**4%**	**4%**	**4%**	**1%**	**5%**	**5%**
Annonces détachés	3'149	332	1'212	2'686	3'829	755	4'379	242	1'754	364	2'047	974	2'801	816	1'136	579	1'944	3'337	405	2'666	1'362	842	8'305	**34'368**
Objectifs (30-50%)	**35%**	**36%**	**29%**	**17%**	**32%**	**28%**	**15%**	**31%**	**37%**	**50%**	**33%**	**36%**	**14%**	**40%**	**14%**	**59%**	**21%**	**55%**	**30%**	**28%**	**29%**	**6%**	**9%**	**34%**
Annonces indépendants	512	40	165	693	1'016	295	1'325	44	418	70	332	256	442	132	182	128	304	708	100	688	530	198	1'426	**6'756**
Objectifs (30-50%)	**25%**	**60%**	**19%**	**45%**	**22%**	**31%**	**11%**	**48%**	**32%**	**47%**	**74%**	**18%**	**14%**	**39%**	**34%**	**45%**	**31%**	**52%**	**17%**	**30%**	**29%**	**39%**	**8%**	**40%**

*Le nombre de contrôles prévu pour le canton de Zoug est tiré de l'accord de prestation 2018. **Nombre des établissements en Suisse sans les entreprises simples qui ne comptent qu'un employé (indépendant), sans les exploitations agricoles familiales et sans les administrations publiques. Répartition entre domaines avec ou sans CCT étendues de force obligatoire selon le modèle « Egger » de Egger, Dreher & Partner AG. Il s'agit ici d'une estimation. Ces données sont toutefois à considérer avec prudence et permettent avant tout d'identifier des tendances dans la politique de contrôle des CT selon les branches plutôt que la proportion exacte d'entreprises contrôlées dans chaque canton et chacune des branches observées. Source : SECO, STATENT

Tableau 2.2 : Sous-enchères aux salaires usuels et infraction aux conditions de travail selon les données des CT cantonales dans les branches sans CCT étendue (2019) et sans CTT

	Dispositions salariales				**Autres dispositions**				
	Entreprises		Personnes		Entreprises		Personnes		
	Sous-enchère aux salaires usuels auprès des entreprises de détachement	Sous-enchère aux salaires usuels auprès d'un employeurs suisses	Sous-enchère aux salaires usuels (travailleurs détachés)	Sous-enchère aux salaires usuels (travailleurs engagés auprès d'employeurs suisses)	Autres infractions à la loi sur les travailleurs détachés	Autres infractions commises par des employeurs suisses	Autres infractions à la loi sur les travailleurs détachés	Autres infractions commises par des travailleurs engagés auprès d'employeurs suisses	Proportion d'entreprises contrôlées sur la base d'un soupçon (2019)
AG	20%	13%	10%	4%	2%	0%	3%	0%	30%
AR	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	70%
AI	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	70%
BL	32%	5%	24%	1%	0%	0%	0%	0%	5%
BS	12%	6%	13%	9%	0%	0%	0%	0%	5%
BE	14%	4%	19%	3%	0%	0%	0%	0%	5%
FR	4%	18%	4%	14%	9%	0%	7%	0%	85%
GE	33%	5%	27%	5%	8%	14%	3%	22%	20%
GL	19%	3%	21%	1%	2%	0%	4%	0%	50%
GR	15%	7%	14%	4%	0%	1%	0%	0%	25%
JU	25%	11%	27%	19%	0%	0%	0%	0%	15%
LU	24%	11%	23%	10%	1%	0%	0%	0%	5%
NE	1%	3%	1%	2%	0%	0%	0%	0%	25%
SG	15%	5%	7%	2%	0%	0%	0%	0%	-
SH	17%	18%	19%	14%	1%	0%	5%	0%	80%
SZ	31%	6%	30%	3%	0%	0%	0%	0%	10%
SO	3%	6%	3%	8%	0%	0%	0%	0%	20%
TG	13%	6%	9%	2%	1%	0%	1%	0%	10%
TI	12%	16%	15%	19%	10%	0%	12%	0%	100%*
UR/OW/NW	16%	6%	16%	13%	0%	0%	0%	0%	10%
VD	22%	11%	22%	5%	1%	0%	2%	0%	10%
VS	15%	2%	0%	0%	16%	1%	90%	0%	10%
ZG	7%	0%	6%	0%	0%	0%	0%	0%	5%
ZH	16%	13%	15%	14%	0%	0%	1%	0%	-

* Chaque fois qu'il y a un soupçon, le canton procède à un contrôle. Toutefois, le canton effectue également des contrôles qui ne sont pas basés sur des soupçons. Source : SECO

Tableau 2.3 : Part des entreprises contrôlées, par les CT cantonales, ayant pratiqué de la sous-enchère par rapport aux salaires usuels, par branches dépourvues de CCT étendue (2019)

	Entreprises de détachement				Entreprises suisses			
	contrôles ayant abouti à un résultat	Par des contrôles avec constat de sous-enchère salariale	procédures de conciliations menées	Par des procédures de conciliation menées avec succès	contrôles ayant abouti à un résultat	Par des contrôles avec constat de sous-enchère salariale	procédures de conciliation menées	Par des procédures de conciliation menées avec succès
Agriculture	3	0%	0	-	443	5%	15	92%
Paysagisme	27	30%	5	60%	277	6%	20	56%
Industries manufacturières	2'418	16%	197	88%	791	10%	50	75%
Secteur principal de la construction*	20	20%	3	100%	74	0%	7	100%
Second-œuvre*	578	17%	50	72%	591	7%	114	56%
Commerce	187	18%	28	83%	1'794	15%	192	45%
Hôtellerie et restauration*	11	9%	0	-	58	3%	23	90%
Transports, information et communication	40	30%	8	88%	602	15%	33	52%
Banques, assurances, activités immobilières, services aux entreprises, informatique, R&D	1'039	11%	97	83%	3'144	9%	132	62%
Location de services*	0	0%	0	-	164	4%	15	83%
Enquête et sécurité*	5	20%	1	100%	63	10%	9	83%
Nettoyage*	31	13%	1	0%	55	9%	11	100%
Administration publique	11	27%	4	100%	74	11%	10	100%
Enseignement	9	11%	0	-	56	7%	13	83%
Santé humaine et action sociale	14	0%	1	100%	1'041	12%	69	49%
Services à la personne, culture, sport et activités récréatives	75	13%	7	86%	446	14%	39	44%
Salons de coiffure et instituts de beauté	1	100%	1	100%	123	17%	21	32%
Services aux ménages privés	23	4%	1	-	791	18%	7	83%
Total**	**4'492**	**15%**	**404**	**84%**	**10'587**	**11%**	**780**	**57%**

En **gras**, les branches en observation renforcée

*Ces domaines sont principalement couverts par des CCT étendues. Il s'agit ici des contrôles des CT cantonales et donc hors champ d'application des CCT étendues. En effet, la définition des branches se fait sur la base des codes NOGA et non selon les champs d'application des CCT étendues. **Le total inscrit diffère du total inscrit dans le tableau 5.1. Certains cantons ont transmis des informations complémentaires sur les procédures de conciliation clôturées en 2019 (et non menées en 2019) qui ne peuvent pas être réparties par branche. Pour information, il existait des vides d'extension pour la CCT du second-œuvre romand (du 01.01.2019 au 28.02.2019), pour la CN pour le secteur principal de la construction en Suisse (du 01.01.2019 au 28.02.2019), pour la CCT pour la construction des voies ferrées (du 1.1.2019 au 30.3.2019) ainsi que pour la CCT pour les échafaudeurs (du 01.04.2019 au 30.04.2019). Source : SECO

2.2 Employeurs suisses : contrôles et résultats par les CT cantonales

Tableau 2.4 : Contrôles des CT auprès d'employeurs suisses selon les branches sans CCT étendue

	Contrôles d'entreprises				Contrôles de personnes			
	2018	2019	+/-	Répartition des contrôles en %	2018	2019	+/-	Répartition des contrôles en %
Agriculture sans horticulture	471	349	-122	3%	3'094	1'084	-2'010	2%
Horticulture (légumes/plantes, etc.) /Activités de soutien	290	279	-11	2%	882	986	104	2%
Industries manufacturières (à l'exception du second-œuvre), industrie, industries extractives	731	870	139	8%	6'982	6'966	-16	15%
Secteur principal de la construction*	62	82	20	1%	464	327	-137	1%
Second-œuvre*	589	598	9	5%	2'021	2'721	700	6%
Commerce	3'433	2'000	-1'433	18%	15'095	9'362	-5'733	20%
Hébergement et restauration*	114	56	-58	0%	1'555	246	-1'309	1%
Transports, information et communication	545	640	95	6%	2'218	3'688	1'470	8%
Banques, assurances, activités immobilières, activités de services aux entreprises, informatique, recherche-développement scientifique	2'092	3'308	1'216	29%	9'469	8'918	-551	19%
Location de services*	207	173	-34	2%	1'321	650	-671	1%
Enquête et sécurité*	79	63	-16	1%	229	380	151	1%
Nettoyage*	113	59	-54	1%	1'101	721	-380	2%
Administration publique	21	75	54	1%	1'368	227	-1'141	0%
Enseignement	54	68	14	1%	714	696	-18	2%
Santé humaine et action sociale	1'007	1'121	114	10%	4'733	5'664	931	12%
Services à la personne, culture, sport et activités récréatives	363	481	118	4%	1'245	1'628	383	4%
Salons de coiffure et instituts de beauté	384	132	-252	1%	690	337	-353	1%
Services aux ménages privés	743	915	172	8%	958	1'143	185	2%
Total	**11'298**	**11'269**	**-29**	**100%**	**54'152**	**45'744**	**-8'408**	**100%**

*Ces domaines sont principalement couverts par des CCT étendues. Il s'agit ici des contrôles des CT cantonales et donc hors champ d'application des CCT étendues. En effet, la définition des branches se fait sur la base des codes NOGA et non selon les champs d'application des CCT étendues. Source : SECO

Tableau 2.5 : Répartition des contrôles des CT cantonales auprès d'employeurs suisses par canton et part des entreprises contrôlées dans les branches sans CCT étendues (y compris CTT), 2019

	Contrôles de personnes	Contrôles d'entreprises	Répartition des contrôles d'entreprises en %	Nombre d'entreprises sur le territoire cantonal (sans CCT étendues)*	Répartition des entreprises en %	Part des entreprises soumises au contrôle en %
AG	2'149	313	3%	15'300	7%	2%
AI/AR	37	30	0%	1'970	1%	2%
BL	700	199	2%	6'500	3%	3%
BS	600	268	2%	6'400	3%	4%
BE	1'621	387	3%	27'000	12%	1%
FR	386	265	2%	6'700	3%	4%
GE	13'270	1'518	13%	13'900	6%	11%
GL	118	36	0%	1'100	0%	3%
GR	572	148	1%	6'700	3%	2%
JU	434	107	1%	1'900	1%	6%
LU	993	308	3%	11'100	5%	3%
NE	475	171	2%	4'200	2%	4%
SG	813	204	2%	13'400	6%	2%
SH	734	136	1%	2'190	1%	6%
SZ	509	176	2%	6'200	3%	3%
SO	769	237	2%	4'900	2%	5%
TG	844	271	2%	6'600	3%	4%
TI	9'320	3'122	28%	12'100	5%	26%
UR/OW/NW	370	130	1%	3'290	1%	4%
VD	6'304	751	7%	19'000	8%	4%
VS	684	368	3%	8'490	4%	4%
ZG	191	43	0%	7'100	3%	1%
ZH	3'858	2'087	19%	42'800	19%	5%
CH**	**45'744**	**11'269**	**100%**	**228'840**	**100%**	**5%**

*Nombre des établissements en Suisse selon les données de l'OFS sans les entreprises simples qui ne comptent qu'un employé (indépendant), sans les exploitations agricoles familiales et sans les administrations publiques. Répartition entre domaines avec ou sans CCT étendues de force obligatoire selon le modèle « Egger » de Egger, Dreher & Partner AG. Il s'agit ici d'une estimation. Ces données sont toutefois à considérer avec prudence et permettent avant tout d'identifier des tendances dans la politique de contrôle des CT selon les branches plutôt que la proportion exacte d'entreprises contrôlées dans chaque canton et chacune des branches observées. Les contrôles effectués dans l'industrie de l'érotisme ne sont pas pris en compte. ** Sans les contrôles effectués dans l'industrie du sexe. Source : SECO

Tableau 2.6 : Evolution de la part des entreprises suisses contrôlées par les CT cantonales par canton dans les branches dépourvues de CCT étendue

	contrôles 2018	contrôles 2019	Entreprises suisses non couvertes par une CCT*	Intensité de contrôle 2018	Intensité de contrôle 2019
AG	461	313	15'300	3%	2%
AI/AR	32	30	1'970	2%	2%
BL	217	199	6'500	3%	3%
BS	245	268	6'400	4%	4%
BE	442	387	27'000	2%	1%
FR	101	265	6'700	2%	4%
GE	1'716	1'518	13'900	12%	11%
GL	29	36	1'100	3%	3%
GR	161	148	6'700	2%	2%
JU	92	107	1'900	5%	6%
LU	270	308	11'100	2%	3%
NE	141	171	4'200	3%	4%
SG	307	204	13'400	2%	2%
SH	93	136	2'190	4%	6%
SZ	147	176	6'200	2%	3%
SO	174	237	4'900	4%	5%
TG	273	271	6'600	4%	4%
TI	2'986	3'122	12'100	25%	26%
UR/OW/NW	111	130	3'290	3%	4%
VD	787	751	19'000	4%	4%
VS	421	368	8'490	5%	4%
ZG	36	43	7'100	1%	1%
ZH	2'061	2'087	42'800	5%	5%
CH**	**11'303**	**11'269**	**228'840**	**5%**	**5%**

*Nombre d'établissements en Suisse sans les entreprises simples qui ne comptent qu'un employé (indépendant), sans les exploitations agricoles familiales et sans les administrations publiques. Répartition entre domaines avec ou sans CCT étendues de force obligatoire selon le modèle « Egger » de Egger, Dreher & Partner AG. ** Sans les contrôles effectués dans l'industrie du sexe. Source : SECO.

Tableau 2.7 : Sous-enchère salariale relevée auprès des entreprises suisses par les CT cantonales par canton dans les branches dépourvues de CCT étendue (y compris CTT), 2019

	Entreprises suisses contrôlées	Intensité de contrôle	Contrôles clôturés	Dont les cas avec sous-enchère salariale	Taux de sous-enchère salariale par canton
AG	313	2%	293	36	12%
AI/AR	30	2%	50	0	0%
BL	199	3%	199	9	5%
BS	268	4%	238	15	6%
BE	387	2%	361	20	6%
FR	265	4%	265	48	18%
GE	1'518	11%	1'371	158	12%
GL	36	4%	35	1	3%
GR	148	2%	148	9	6%
JU	107	6%	126	18	14%
LU	308	3%	193	21	11%
NE	171	4%	121	3	2%
SG	204	2%	210	12	6%
SH	136	6%	136	21	15%
SZ	176	4%	176	10	6%
SO	237	4%	192	12	6%
TG	271	4%	252	15	6%
TI	3'122	26%	3'037	422	14%
UR/OW/NW	130	4%	130	7	5%
VD	751	5%	578	64	11%
VS	368	5%	367	6	2%
ZG	43	1%	43	0	0%
ZH	2'087	5%	2'071	271	13%
CH*	**11'269**	**5%**	**10'587**	**1'177**	**11%**

Le taux de sous-enchère de 11% ne représente pas la sous-enchère globale sur le marché du travail suisse. * Sans les contrôles effectués dans l'industrie du sexe. Source : SECO

Tableau 2.8 : Nombre de cas de sous-enchère relevés par les CT cantonales par canton et proportion des entreprises en sous-enchère, dans les branches sans CCT étendue (y compris CTT)

	Nombre de contrôles avec résultats		Part des entreprises contrôlées en sous-enchère		Nombre de cas de sous-enchère en 2019		
	2017	2018	2017	2018	Contrôles avec résultats	Nombre de cas de sous-enchère	Répartition en %
AG	424	322	8%	12%	293	36	3%
AR/AI	16	25	0%	0%	50	0	0%
BL	218	217	28%	11%	199	9	1%
BS	163	240	10%	6%	238	15	1%
BE	562	418	15%	4%	361	20	2%
FR	110	0	5%	0%	265	48	4%
GE	1'241	1'648	12%	12%	1'371	158	13%
GL	32	25	3%	4%	35	1	0%
GR	160	161	6%	6%	148	9	1%
JU	95	61	15%	18%	126	18	2%
LU	195	276	9%	5%	193	21	2%
NE	2	133	0%	13%	121	3	0%
SG	50	228	16%	5%	210	12	1%
SH	51	93	12%	16%	136	21	2%
SZ	103	147	3%	3%	176	10	1%
SO	167	173	0%	13%	192	12	1%
TG	164	154	4%	9%	252	15	1%
TI	3'539	2'986	10%	17%	3'037	422	36%
UR/OW/NW	69	111	0%	1%	130	7	1%
VD	694	659	10%	5%	578	64	5%
VS	165	184	5%	5%	367	6	1%
ZG	24	36	0%	0%	43	0	0%
ZH	1'837	2'058	24%	16%	2'071	271	23%
CH*	**10'081**	**10'355**	**13%**	**12%**	**10'587**	**1'177**	**100%**

Les taux présentés ici ne reflètent pas les taux de sous-enchère salariale effectifs par les entreprises suisses durant la période dans chaque canton. Ceci, en particulier parce que les contrôles sont effectués en partie sur soupçon et compte tenu que le contrôle se concentre toujours davantage sur des entreprises à risque. Les différences de taux entre cantons ne permettent pas non plus de conclusions concernant des différences de taux de sous-enchère salariale entre cantons. Premièrement, les stratégies de contrôle diffèrent entre cantons (branches contrôlées prioritairement, proportion de contrôles effectués sur soupçon). La définition du salaire d'usage et de la sous-enchère salariale varie également selon les CT cantonales et peut résulter dans des taux de sous-enchère variables pour une même situation selon le modèle retenu par la CT considérée. * Sans les contrôles effectués dans l'industrie du sexe. Source : SECO

Tableau 2.9 : Sous-enchère aux conditions usuelles et infraction aux salaires minimaux au sein des CTT auprès des employeurs suisses en 2019, relevés par les CT cantonales

	Contrôles réalisés en 2019	Contrôles réalisés CTT en 2019	Contrôles clôturés en 2019	Contrôles clôturés CTT 2019	Sous-enchère en 2019	Infractions aux salaires minimaux CTT	Taux de sous-enchère salariale en 2019 (sans CTT)	Infraction aux salaires minimaux fixés au sein de CTT 2019
AG	295	18	277	16	36	0	13%	0%
AR	30	0	50	0	0	0	0%	0%
BL	165	34	165	34	9	0	5%	0%
BS	212	56	191	47	12	3	6%	6%
BE	361	26	337	24	13	7	4%	29%
FR	265	0	265	0	48	0	18%	0%
GE	1’130	388	1’081	290	59	99	5%	34%
GL	32	4	31	4	1	0	3%	0%
GR	90	58	90	58	6	3	7%	5%
JU	93	14	114	12	12	6	11%	50%
LU	295	13	192	1	21	0	11%	0%
NE	163	8	115	6	3	0	3%	0%
SG	177	27	186	24	10	2	5%	8%
SH	117	19	117	19	21	0	18%	0%
SZ	166	10	166	10	10	0	6%	0%
SO	237	0	192	0	12	0	6%	0%
TG	254	17	237	15	15	0	6%	0%
TI	1’387	1’735	1’302	1’735	210	212	16%	12%
UR/OW/NW	126	4	126	4	7	0	6%	0%
VD	740	11	563	15	64	0	11%	0%
VS	359	9	358	9	6	0	2%	0%
ZG	43	0	43	0	0	0	0%	0%
ZH	2’025	62	2’025	46	265	6	13%	13%
Total	**8’762**	**2’513**	**8’223**	**2’369**	**840**	**338**	**10%**	**14%**

Source : SECO

2.3 Détachement: contrôles et résultats par canton

Tableau 2.10 : Sous-enchère aux conditions usuelles et infraction aux salaires minimaux au sein des CTT dans le détachement en 2019, relevés par les CT cantonales

	Contrôles réalisé en 2019	Contrôles réalisés CTT 2019	Contrôles clôturés en 2019	Contrôles clôturés CTT 2019	Sous-enchère en 2019	Infractions aux salaires minimaux CTT	Taux de sous-enchère salariale en 2019 (sans CTT)	Infraction aux salaires minimaux fixés au sein de CTT 2019
AG	308	0	308	0	61	0	20%	0%
AR	49	0	61	0	0	0	0%	0%
BL	101	0	101	0	32	0	32%	0%
BS	291	0	158	0	19	0	12%	0%
BE	537	0	417	0	57	0	14%	0%
FR	95	0	95	0	4	0	4%	0%
GE	54	40	48	36	16	14	33%	39%
GL	38	0	54	0	10	0	19%	0%
GR	204	0	172	0	26	0	15%	0%
JU	93	0	97	0	24	0	25%	0%
LU	348	0	340	0	80	0	24%	0%
NE	150	0	144	0	2	0	1%	0%
SG	75	0	66	0	10	0	15%	0%
SH	135	0	135	0	23	0	17%	0%
SZ	66	0	68	0	21	0	31%	0%
SO	175	0	174	0	6	0	3%	0%
TG	165	0	136	0	18	0	13%	0%
TI	856	51	907	51	106	1	12%	2%
UR/OW/NW	55	0	55	0	9	0	16%	0%
VD	286	0	280	0	62	0	22%	0%
VS	160	29	116	29	17	2	15%	7%
ZG	28	0	28	0	2	0	7%	0%
ZH	417	2	417	0	68	0	16%	0%
Total	**4'686**	**122**	**4'377**	**116**	**673**	**17**	**15%**	**15%**

Source : SECO

Tableau 2.11 : Tableaux sous-enchère salariale relevée par les CT cantonales par canton 2019 dans le détachement, sans CTT

	Personnes détachées contrôlées	Contrôles clôturés	Dont les cas avec sous-enchère salariale	Taux de sous-enchère salariale par canton
AG	1'104	1'104	113	10%
AI/AR	120	131	0	0%
BL	353	353	84	24%
BS	469	297	39	13%
BE	1'237	890	165	19%
FR	214	214	9	4%
GE	202	260	70	27%
GL	74	121	26	21%
GR	643	528	74	14%
JU	183	194	52	27%
LU	683	669	151	23%
NE	347	338	2	1%
SG	398	310	22	7%
SH	324	324	60	19%
SZ	154	159	47	30%
SO	340	338	11	3%
TG	410	355	33	9%
TI	1'763	1'839	279	15%
UR/OW/NW	122	120	19	16%
VD	735	589	127	22%
VS	395	10	0	0%
ZG	49	49	3	6%
ZH	741	741	113	15%
CH	**11'060**	**9'933**	**1'499**	**15%***

Les taux présentés ici ne reflètent pas les taux de sous-enchère salariale effectifs par les entreprises de détachement durant la période dans chaque canton. Ceci, en particulier parce que les contrôles sont effectués en partie sur soupçon et, compte tenu que les entreprises de détachement reviennent souvent régulièrement, que le contrôle se concentre toujours davantage sur des entreprises à risque. Les différences de taux entre cantons ne permettent pas non plus de conclusions concernant des différences de taux de sous-enchère salariale entre cantons. Premièrement, les stratégies de contrôle diffèrent entre cantons (branches contrôlées prioritairement, proportion de contrôles effectués sur soupçon). La définition du salaire d'usage et de la sous-enchère salariale varie également selon les CT cantonales et peut résulter dans des taux de sous-enchère variables pour une même situation selon le modèle retenu par la CT considérée. *Le taux de sous-enchère de 15% ne représente pas la sous-enchère globale sur le marché du travail suisse. Source : SECO

3 Analyse des résultats de l'activité de contrôles commissions paritaires

*Tableau 3.1 : Atteinte des objectifs de la part des CP 2019**

	contrôles prescrits selon accords de subvention	contrôles effectués	écarts
Entreprises de détachement	7'996	6'080	-1'916
indépendants	4'451	3'291	-1'160
Total	**12'447**	**9'371**	**-3'076**

*Le SECO ne fixe pas d'objectifs relatifs aux contrôles des employeurs suisses car ces derniers tombent sous l'exécution normale des CCT. Le SECO ne subventionne pas les CP pour cette activité.

*Tableau 3.2 : Atteinte des objectifs par CP en 2019**

	contrôles prescrits selon accords de subvention			***contrôles effectués***			
	entreprises de détachement	indépendants	Total	entreprises de détachement	indépendants	Total	**Différence**
CCT romande du second-œuvre	550	500	1'050	694	482	1'176	126
CN pour le secteur principal de la construction en Suisse	480	100	580	353	146	499	-81
CCT de l'industrie suisse de la carrosserie	40	10	50	2	5	7	-43
CCT d'aménagement de plafond et d'intérieur	45	40	85	41	43	84	-1
CCT de la branche suisse de l'installation électrique et de l'installation de télécommunication	750	270	1'020	463	126	589	-431
CCT des métiers du jardinage dans les cantons de BS et BL	15	10	25	7	4	11	-14
CCNT pour les hôtels, restaurants et cafés	50	-	50	98	31	129	79
CCT dans la branche suisse de l'enveloppe des édifices	130	40	170	70	39	109	-61
CCT suisse des techniques du bâtiment	1'000	550	1'550	824	171	995	-555
CCT pour les échafaudeurs suisses	20	10	30	14	11	25	-5
CCT pour la construction des voies ferrées	20	0	20	5	0	5	-15
CCT pour les entreprises de construction en bois	400	100	500	179	50	229	-271
CCT pour le secteur suisse de l'isolation	110	110	220	117	22	139	-81
CCT plâtrerie et de la peinture	550	450	1'000	231	354	585	-415
CCT pour la branche suisse du marbre et granit	60	30	90	51	34	85	-5
CCT pour l'artisanat du métal BL-BS	120	40	160	114	17	131	-29
CCNT pour l'artisanat du métal	1'300	850	2'150	1'026	402	1'428	-722
CCT pour la branche de l'infrastructure de réseau	40	10	50	0	0	0	-50
CCT pour le second-œuvre bâlois	36	16	52	52	33	85	33
CCT pour le carrelage suisse centrale	150	160	310	98	64	162	-148
CCT pour la branche du nettoyage de Suisse alémanique	35	5	40	46	8	54	14
CCT pour la branche du nettoyage de Suisse romande	20	-	20	36	8	44	24
CCT pour la menuiserie	2'050	1'150	3'200	1'555	1'237	2'792	-408
CCT pour la branche privée de la sécurité	25	-	25	4	4	8	-17
Total	**7'996**	**4'451**	**12'447**	**6'080**	**3'291**	**9'371**	**-3'076**

*Le SECO ne fixe pas d'objectifs relatifs aux contrôles des employeurs suisses car ces derniers tombent sous l'exécution normale des CCT. Le SECO ne subventionne pas les CP pour cette activité. Pour information, il existait des vides d'extension pour la CCT du second-œuvre romand (du 01.01.2019 au 28.02.2019), pour la CN pour le secteur principal de la construction en Suisse (du 01.01.2019 au 28.02.2019), pour la CCT pour la construction des voies ferrées (du 1.1.2019 au 30.3.2019) ainsi que pour la CCT pour les échafaudeurs (du 01.04.2019 au 30.04.2019).

3.1 Employeurs suisses : contrôles et résultats des CP[1]

Tableau 3.3 : Nombre de contrôles effectués par CP auprès des employeurs suisses (CCT étendues au niveau fédéral) y compris les contrôles d'entreprises de location de services

	2018		2019			
	Contrôles d'entreprises	Contrôles de personnes	Contrôles d'entreprises	Contrôles de personnes	Evolution des contrôles d'entreprises	Evolution des contrôles de personnes
CCT romande du second-œuvre	1'571	4'866	1'883	5'596	312	730
CCT des boulangers-confiseurs	20	111	14	243	-6	132
CN pour le secteur principal de la construction en Suisse	851	8'071	729	8'930	-122	859
CCT de l'industrie suisse de la carrosserie	74	286	155	450	81	164
CCT des coiffeurs	123	442	168	701	45	259
CCT pour la branche des centres de contact et d'appel	-	-	3	79	-	-
CCT d'aménagement de plafond et d'intérieur	20	169	20	173	0	4
CCT de la branche suisse de l'installation électrique et de l'installation de télécommunication	624	1'522	406	1'481	-218	-41
CCT des métiers du jardinage dans les cantons de BS et BL	25	73	27	92	2	19
CCNT pour les hôtels, restaurants et cafés	5'160	43'384	5'123	41'789	-37	-1'595
CCT dans la branche suisse de l'enveloppe des édifices	64	365	55	652	-9	287
CCT suisse des techniques du bâtiment	431	1'655	552	2'654	121	999
CCT pour les échafaudeurs suisses	76	1'091	60	1'016	-16	-75
CCT pour la construction des voies ferrées	9	65	5	30	-4	-35
CCT pour les entreprises de construction en bois	124	1'277	127	902	3	-375
CCT pour le secteur suisse de l'isolation	117	196	37	134	-80	-62
CCT plâtrerie et de la peinture	387	2'314	426	2'960	39	646
CCT pour la branche suisse du marbre et granit	18	139	5	28	-13	-111
CCT pour l'artisanat du métal BL-BS	4	9	10	26	6	17
CCNT pour l'artisanat du métal	347	1'233	259	1'382	-88	149
CCT pour la boucherie-charcuterie suisse	21	921	12	479	-9	-442
CCN de l'industrie du meuble	3	21	3	48	0	27
CCT pour la branche de l'infrastructure de réseau	-	-	0	0	-	-
CCT pour la location de services	168	6'024	215	6'285	47	261
CCT pour le second-œuvre bâlois	37	122	31	116	-6	-6
CCT pour le carrelage suisse centrale	99	362	109	419	10	57
CCT pour la branche du nettoyage de Suisse alémanique	128	2'881	137	2'295	9	-586
CCT pour la branche du nettoyage de Suisse romande	616	1'928	671	2'806	55	878
CCT pour la menuiserie	203	738	188	1'386	-15	648
CCT pour la branche privée de la sécurité	26	328	29	154	3	-174
CCT pour les shops de stations-service	-	-	12	41	-	-
CCT romande du nettoyage des textiles	-	-	20	126	-	-
Total CCT étendues au plan fédéral	**11'346**	**80'693**	**11'491**	**83'473**	**145**	**2'780**

Source : SECO

[1] Le SECO ne pilote pas les contrôles réalisés par les commissions paritaires auprès des employeurs suisses. Il s'agit là de l'exécution courante des CCT étendues.

Tableau 3.4 : Employeurs suisses contrôlés par les CP en 2019 (sans la location de services)

Branches avec CCT étendues	Nombre de contrôles auprès d'employeurs suisses	Part des contrôles sur la base d'un soupçon	Infractions suspectées aux dispositions salariales	Infractions suspectées aux conditions de travail
CCT romande du second-œuvre	1'795	54%	12%	32%
CCT des boulangers-confiseurs	14	14%	79%	79%
CN pour le secteur principal de la construction en Suisse	664	33%	64%	40%
CCT de l'industrie suisse de la carrosserie	152	3%	19%	35%
CCT des coiffeurs	168	26%	71%	76%
CCT pour la branche des centres de contact et d'appel	3	0%	33%	0%
CCT d'aménagement de plafond et d'intérieur	17	100%	59%	65%
CCT de la branche suisse de l'installation électrique et de l'installation de télécommunication	338	21%	19%	33%
CCT des métiers du jardinage dans les cantons de BS et BL	27	0%	26%	48%
CCNT pour les hôtels, restaurants et cafés	5'123	100%	24%	23%
CCT dans la branche suisse de l'enveloppe des édifices	33	0%	67%	0%
CCT suisse des techniques du bâtiment	474	34%	20%	12%
CCT pour les échafaudeurs suisses	56	11%	70%	50%
CCT pour la construction des voies ferrées	2	0%	100%	100%
CCT pour les entreprises de construction en bois	94	-	56%	0%
CCT pour le secteur suisse de l'isolation	29	7%	31%	31%
CCT plâtrerie et de la peinture	361	40%	55%	52%
CCT pour la branche suisse du marbre et granit	4	0%	50%	0%
CCT pour l'artisanat du métal BL-BS	8	0%	25%	13%
CCNT pour l'artisanat du métal	197	8%	15%	18%
CCT pour la boucherie-charcuterie suisse	12	0%	83%	83%
CCN de l'industrie du meuble	3	67%	33%	33%
CCT pour le second-œuvre bâlois	27	14%	22%	41%
CCT pour le carrelage suisse centrale	103	100%	33%	33%
CCT pour la branche du nettoyage de Suisse alémanique	137	12%	61%	45%
CCT pour la branche du nettoyage de Suisse romande	639	35%	25%	22%
CCT pour la menuiserie	133	36%	32%	20%
CCT pour la branche privée de la sécurité	29	0%	52%	21%
CCT pour les shops de stations-service	12	75%	75%	75%
CCT romande du nettoyage des textiles	20	0%	20%	35%
Total CCT étendues au plan fédéral	**10'674**	**68%**	**27%**	**28%**

Source : SECO

Tableau 3.5 : Personnes contrôlées par les CP lors des contrôles d'employeurs suisses en 2019 (sans la location de services)

Branches avec CCT étendues	Nombre de personnes contrôlées auprès d'employeurs suisses	Part des contrôles sur la base d'un soupçon	Infractions suspectées aux dispositions salariales	Infractions suspectées aux conditions de travail
CCT romande du second-œuvre	4'853	54%	14%	29%
CCT des boulangers-confiseurs	243	14%	47%	28%
CN pour le secteur principal de la construction en Suisse	8'314	33%	51%	29%
CCT de l'industrie suisse de la carrosserie	436	3%	15%	44%
CCT des coiffeurs	701	26%	43%	77%
CCT pour la branche des centres de contact et d'appel	79	0%	1%	0%
CCT d'aménagement de plafond et d'intérieur	149	100%	58%	48%
CCT de la branche suisse de l'installation électrique et de l'installation de télécommunication	1'226	21%	36%	55%
CCT des métiers du jardinage dans les cantons de BS et BL	92	0%	14%	39%
CCNT pour les hôtels, restaurants et cafés	41'789	100%	8%	9%
CCT dans la branche suisse de l'enveloppe des édifices	484	0%	73%	0%
CCT suisse des techniques du bâtiment	1'862	34%	34%	15%
CCT pour les échafaudeurs suisses	981	11%	41%	33%
CCT pour la construction des voies ferrées	27	0%	96%	96%
CCT pour les entreprises de construction en bois	791	-	46%	0%
CCT pour le secteur suisse de l'isolation	96	7%	68%	68%
CCT plâtrerie et de la peinture	2'477	40%	59%	62%
CCT pour la branche suisse du marbre et granit	27	0%	89%	0%
CCT pour l'artisanat du métal BL-BS	18	0%	56%	50%
CCNT pour l'artisanat du métal	515	8%	24%	34%
CCT pour la boucherie-charcuterie suisse	479	0%	31%	36%
CCN de l'industrie du meuble	48	67%	25%	8%
CCT pour le second-œuvre bâlois	69	14%	17%	14%
CCT pour le carrelage suisse centrale	377	100%	51%	54%
CCT pour la branche du nettoyage de Suisse alémanique	2'295	12%	37%	33%
CCT pour la branche du nettoyage de Suisse romande	2'759	35%	25%	26%
CCT pour la menuiserie	1'008	36%	22%	15%
CCT pour la branche privée de la sécurité	154	0%	75%	14%
CCT pour les shops de stations-service	41	75%	76%	68%
CCT romande du nettoyage des textiles	126	0%	16%	22%
Total CCT étendues au plan fédéral	**72'516**	**68%**	**21%**	**19%**

Source : SECO

Tableau 3.6: Contrôles des CP auprès d'entreprises de location de services en 2019

Branches avec CCT étendues	Contrôles d'employeurs suisses	Infractions suspectées aux dispositions salariales	Infractions suspectées aux conditions de travail	Contrôles de personnes auprès d'employeurs suisses	Infractions suspectées aux dispositions salariales	Infractions suspectées aux conditions de travail
CCT romande du second-œuvre	88	25%	14%	743	14%	7%
CCT des boulangers-confiseurs	0	0%	-	0	-	-
CN pour le secteur principal de la construction en Suisse	65	35%	46%	616	48%	27%
CCT de l'industrie suisse de la carrosserie	3	0%	67%	14	79%	64%
CCT des coiffeurs	0	0%	-	0	-	-
CCT pour la branche des centres de contact et d'appel	0	0%	-	0	-	-
CCT d'aménagement de plafond et d'intérieur	3	0%	67%	24	96%	96%
CCT de la branche suisse de l'installation électrique et de l'installation de télécommunication	68	26%	51%	255	69%	75%
CCT des métiers du jardinage dans les cantons de BS et BL	0	0%	-	0	-	-
CCNT pour les hôtels, restaurants et cafés	0	0%	-	0	-	-
CCT dans la branche suisse de l'enveloppe des édifices	22	0%	91%	168	65%	0%
CCT suisse des techniques du bâtiment	78	4%	37%	792	46%	22%
CCT pour les échafaudeurs suisses	4	0%	100%	35	69%	100%
CCT pour la construction des voies ferrées	3	0%	67%	3	67%	0%
CCT pour les entreprises de construction en bois	33	-	21%	111	53%	0%
CCT pour le secteur suisse de l'isolation	8	0%	38%	38	82%	82%
CCT plâtrerie et de la peinture	65	40%	45%	483	45%	32%
CCT pour la branche suisse du marbre et granit	1	0%	0%	1	0%	0%
CCT pour l'artisanat du métal BL-BS	2	0%	50%	8	88%	0%
CCNT pour l'artisanat du métal	62	15%	40%	867	19%	27%
CCT pour la boucherie-charcuterie suisse	0	0%	-	0	-	-
CCN de l'industrie du meuble	0	0%	-	0	-	-
CCT pour la branche de l'infrastructure de réseau	0	0%	-	0	-	-
CCT pour la location de services	215	61%	81%	6285	29%	15%
CCT pour le second-œuvre bâlois	4	0%	75%	47	72%	0%
CCT pour le carrelage suisse centrale	6	67%	50%	42	69%	21%
CCT pour la branche du nettoyage de Suisse alémanique*	0	0%	-	0	-	-
CCT pour la branche du nettoyage de Suisse romande	32	67%	31%	47	23%	0%
CCT pour la menuiserie	55	35%	51%	378	34%	17%
CCT pour la branche privée de la sécurité	0	0%	-	0	-	-
CCT pour les shops de stations-service	0	0%	-	0	-	-
CCT romande du nettoyage des textiles	0	0%	-	0	-	-
Total CCT étendues au plan fédéral	**817**	**51%**	**31%**	**10'957**	**33%**	**19%**

*La CCT de la branche du travail temporaire se charge des contrôles des travailleurs intérimaires au sein de la branche du nettoyage de Suisse alémanique selon leur accord de coopération.
Source : SECO

Tableau 3.7 : Activité de contrôle des CP par canton auprès des employeurs suisses (avec la location de services), 2019

	AG	AI AR	BL	BS	BE	FR	GE	GL	GR	JU	LU	NE	SG	SH	SZ	SO	TG	TI	UR OW NW	VD	VS	ZG	ZH	CH
CCT romande du second-œuvre	0	0	0	0	27	299	911	0	0	47	0	329	0	0	0	0	0	0	0	127	143	0	0	1'883
CCT des boulangers-confiseurs	0	0	0	1	3	0	0	0	0	0	1	0	2	0	1	0	1	0	0	3	0	0	2	14
CN pour le secteur principal de la construction en Suisse	42	3	15	10	106	39	110	2	1	20	21	21	11	13	14	40	12	52	11	92	15	9	70	729
CCT de l'industrie suisse de la carrosserie	0	0	0	0	0	0	71	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	82	0	0	0	0	1	155
CCT des coiffeurs	11	0	5	13	21	4	15	0	2	3	2	5	7	2	3	5	0	13	1	26	11	0	19	168
CCT pour la branche des centres de contact et d'appel	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	3
CCT d'aménagement de plafond et d'intérieur	1	0	1	2	4	0	0	0	0	0	5	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2	4	20
CCT de la branche suisse de l'installation électrique et de l'installation de télécommunication	31	1	9	69	31	25	0	0	1	6	9	44	0	0	3	13	0	118	6	15	0	12	13	406
CCT des métiers du jardinage dans les cantons de BS et BL	0	0	14	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27
CCNT pour les hôtels, restaurants et cafés	167	38	399	92	121	147	297	22	285	65	179	146	200	36	153	53	84	687	90	844	543	36	439	5'123
CCT dans la branche suisse de l'enveloppe des édifices	13	0	0	1	9	1	0	0	2	0	7	1	2	0	1	3	2	0	1	0	0	3	9	55
CCT suisse des techniques du bâtiment	123	0	17	3	46	50	0	0	4	17	14	55	11	1	12	24	5	148	2	0	0	11	9	552
CCT pour les échafaudeurs suisses	5	1	5	3	5	3	4	0	1	0	5	2	4	0	1	3	1	0	1	6	1	0	9	60
CCT pour la construction des voies ferrées	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	5
CCT pour les entreprises de construction en bois	11	5	4	4	32	0	0	0	2	0	5	0	14	2	4	4	13	0	0	0	0	3	24	127
CCT pour le secteur suisse de l'isolation	0	0	0	2	17	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	16	37
CCT plâtrerie et de la peinture	13	3	-	-	62	-	-	10	24	0	25	-	43	1	23	22	9	58	12	-	-	7	114	426
CCT pour la branche suisse du marbre et granit	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	5
CCT pour l'artisanat du métal BL-BS	0	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
CCNT pour l'artisanat du métal	0	0	0	0	1	11	0	0	6	10	9	21	4	0	0	4	1	143	10	0	0	2	37	259
CCT pour la boucherie-charcuterie suisse	2	0	0	0	1	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2	1	0	1	12
CCN de l'industrie du meuble	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	3
CCT pour la location de services	10	0	6	11	16	9	11	0	1	4	11	13	9	2	7	5	4	20	2	21	10	6	37	215
CCT pour le second-œuvre bâlois	0	0	4	27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31
CCT pour le carrelage suisse centrale	37	0	0	0	18	0	0	0	0	0	10	0	0	0	3	18	0	0	2	0	0	1	20	109
CCT pour la branche du nettoyage de Suisse alémanique	11	0	5	6	40	0	0	1	2	0	6	0	10	1	0	6	2	0	0	0	0	2	45	137
CCT pour la branche du nettoyage de Suisse romande	0	0	0	0	3	12	505	0	0	3	0	58	0	0	0	0	0	0	0	53	37	0	0	671
CCT pour la menuiserie	7	2	9	7	29	0	0	0	9	0	5	0	18	1	5	0	11	48	1	3	0	2	31	188
CCT pour la branche privée de la sécurité	2	0	0	0	8	0	5	0	0	0	0	0	3	0	2	0	0	0	0	2	2	0	5	29
CCT pour les shops de stations-service	2	0	0	0	0	0	2	0	1	0	0	0	1	0	0	1	1	0	1	1	1	0	1	12
CCT romande du nettoyage des textiles	0	0	0	0	0	1	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12	0	0	0	20
Total CCT étendues au plan fédéral	**489**	**53**	**504**	**264**	**600**	**602**	**1'938**	**35**	**346**	**175**	**316**	**696**	**342**	**60**	**233**	**203**	**149**	**1'369**	**140**	**1'207**	**764**	**96**	**910**	**11'491**

Source : SECO

Tableau 3.8: Contrôles d'entreprises suisses avec au moins une infraction suspectée à l'encontre des dispositions salariales en 2019, par branche, répartis selon la classification NOGA 2008

	Contrôles auprès d'employeurs suisses	Pourcentage de contrôles ayant débouché sur la suspicion d'au moins une infraction à l'encontre des dispositions salariales*
Agriculture / Horticulture	24	29%
Industries manufacturières	1'168	19%
Secteur principal de la construction**	546	63%
Second-œuvre du bâtiment	2'432	27%
Commerce	175	25%
Hôtellerie-restauration	5'123	24%
Transport, information et communication	130	19%
Banques, assurances, activités immobilières, activités de services aux entreprises, informatique, R&D	176	20%
Location de services	817	51%
Surveillance et sécurité	29	52%
Nettoyage	509	32%
Administration publique, organisation internationale, ONG	174	35%
Prest. services personnelles	20	20%
Salons de coiffure et instituts de beauté	168	71%
Total	**11'491**	**29%**

Les branches économiques dans le tableau sont définies selon la nomenclature générale des activités économiques (NOGA) et ne doivent dès lors pas être confondues avec le champ d'application de CCT existantes. Le champ d'application de plusieurs CCT déclarées de force obligatoire s'étend parfois à des branches du secteur principal du bâtiment, du second-œuvre de la construction et des industries manufacturières. Les contrôles menés au sein de ces CCT déclarées de force obligatoire ont été répartis proportionnellement (selon la proportion des entreprises suisses au sein de ces branches (dans les domaines du second-œuvre et du secteur principal de la construction ainsi que des industries manufacturières). Les valeurs en gris dans les taux de sous-enchère constatés se réfèrent aux résultats obtenus pour moins de 100 contrôles et permettent, seulement sous réserve, de tirer des conclusions sur la situation de l'ensemble de la branche concernée. *Le taux d'infraction englobe l'ensemble des infractions relevés par les CP et ne distingue pas les infractions de type « bagatelle » aux infractions graves. **Selon la classification NOGA, le secteur principal de la construction regroupe des contrôles effectués par les CP du secteur principal de la construction, de la construction des voies ferrées, de la branche de l'installation électrique et de l'installation de télécommunication, de la branche pour l'infrastructure de réseaux. Source : SECO

3.2 Détachement: contrôles et résultats des CP

Tableau 3.9 : Contrôles effectués par les CP auprès des entreprises détachant des travailleurs, 2019

Branches avec CCT étendues	Nombre de contrôles auprès d'entreprises de détachement	Part des contrôles sur la base d'un soupçon	Infractions suspectées aux dispositions salariales*	Infractions suspectées aux conditions de travail*
CCT romande du second-œuvre	694	36%	26%	13%
CN pour le secteur principal de la construction en Suisse	353	14%	33%	5%
CCT de l'industrie suisse de la carrosserie	2	0%	0%	0%
CCT d'aménagement de plafond et d'intérieur	41	2%	29%	0%
CCT de la branche suisse de l'installation électrique et de l'installation de télécommunication	463	26%	24%	11%
CCT des métiers du jardinage dans les cantons de BS et BL	7	0%	14%	14%
CCNT pour les hôtels, restaurants et cafés	98	100%	12%	0%
CCT dans la branche suisse de l'enveloppe des édifices	70	100%	37%	0%
CCT suisse des techniques du bâtiment	824	25%	13%	4%
CCT pour les échafaudeurs suisses	14	21%	14%	0%
CCT pour la construction des voies ferrées	5	0%	20%	0%
CCT pour les entreprises de construction en bois	179	-	13%	0%
CCT pour le secteur suisse de l'isolation	117	36%	11%	2%
CCT plâtrerie et de la peinture	231	41%	25%	17%
CCT pour la branche suisse du marbre et granit	51	0%	12%	0%
CCT pour l'artisanat du métal BL-BS	114	1%	26%	5%
CCNT pour l'artisanat du métal	1'026	21%	17%	10%
CCT pour le second-œuvre bâlois	52	0%	37%	27%
CCT pour le carrelage suisse centrale	98	89%	14%	1%
CCT pour la branche du nettoyage de Suisse alémanique	46	0%	7%	0%
CCT pour la branche du nettoyage de Suisse romande	36	56%	11%	0%
CCT pour la menuiserie	1'555	46%	24%	5%
CCT pour la branche privée de la sécurité	4	0%	0%	0%
Total CCT étendues au plan fédéral	**6'080**	**32%**	**21%**	**7%**

*Les données figurant dans les deux colonnes sont à interpréter avec nuance : En effet, les taux présentés ne sont pas effectifs dans la branche parce que les entreprises contrôlées ne sont pas représentatives de la branche dans la mesures où elles sont contrôlées sur la base de soupçon (et non de façon aléatoire). Il s'agit ici de la décision de la CP sur la base d'une infraction aux conditions de salaire durant l'instruction. Le cas est ensuite transmis au canton pour un jugement final. Source : SECO

Tableau 3.10: Part des entreprises contrôlées avec au moins une infraction à l'encontre des dispositions salariales fixées par les CCT étendues suspectée, par branche, répartis selon la classification NOGA 2008

	Entreprises de détachement 2018		***Entreprises de détachement 2019***	
	Contrôles auprès d'entreprises	Part des contrôles avec la suspicion d'au moins une infraction salariales	Contrôles auprès d'entreprises	Part des contrôles avec la suspicion d'au moins une infraction salariales
Agriculture / Horticulture	7	43%	16	19%
Industries manufacturières	3'158	19%	3'009	21%
Secteur principal de la construction	348	33%	296	32%
Second-œuvre du bâtiment	3'395	19%	2'361	20%
Commerce	8	25%	3	0%
Hôtellerie-restauration	63	14%	98	12%
Transport, information et communication	-	-	178	24%
Banques, assurances, activités immobilières, activités de services aux entreprises, informatique, R&D	-	-	31	23%
Surveillance et sécurité	15	60%	4	0%
Nettoyage	73	22%	57	9%
Administration publique, organisation internationale, ONG	-	-	27	15%
Total	**7'066**	**20%**	**6'080**	**21%**

Les valeurs en gris dans les taux de sous-enchère constatés se réfèrent aux résultats obtenus pour moins de 100 contrôles et permettent, seulement sous réserve, de tirer des conclusions sur la situation de l'ensemble de la branche concernée. Les branches économiques dans le tableau sont définies selon la nomenclature générale des activités économiques (NOGA) et ne doivent dès lors pas être confondues avec le champ d'application de CCT existantes. Le champ d'application de plusieurs CCT déclarées de force obligatoire s'étend parfois à des branches du secteur principal du bâtiment, du second-œuvre de la construction et des industries manufacturières. Les contrôles menés au sein de ces CCT déclarées de force obligatoire ont été répartis proportionnellement (selon la proportion des entreprises suisses au sein de ces branches (dans les domaines du second-œuvre et du secteur principal de la construction ainsi que des industries manufacturières). Source : SECO

3.2.1 Infractions à l'encontre des dispositions salariales fixées dans les CCT étendues et les mesures prises à cet effet

Tableau 3.11 : Résultats de contrôles des CP auprès des entreprises de détachement

	2014-2019		**2018**		**2019**	
	Entreprises de détachement	Travailleurs détachés	Entreprises de détachement	Travailleurs détachés	Entreprises de détachement	Travailleurs détachés
Contrôles de travailleurs détachés	45'312	131'353	7'066	16'975	6'080	14'226
Infractions suspectées à l'encontre de dispositions salariales fixées dans des CCT étendues	11'359	35'180	1'392	3'541	1'278	3'144
Part des contrôles débouchant sur une infraction suspectée à l'encontre de dispositions salariales	25%	27%	20%	21%	21%	22%
Peines conventionnelles infligées	7'473		1'126		866	
Part des entreprises avec une infraction suspectée auxquelles une peine conventionnelle a été infligée	66%		81%		68%	
Part des entreprises contrôlées auxquelles une peine conventionnelle a été imputée	16%		16%		14%	
Cas où des **frais de contrôle** ont été imputés	7'873		1'106		895	
Part des entreprises avec une infraction suspectée auxquelles des frais de contrôle ont été imputés	69%		79%		70%	
Part des entreprises contrôlées auxquelles des frais de contrôle ont été imputés	17%		16%		15%	
Cas transmis à l'autorité chargée des sanctions*	10'430	18'054	1'638	4'088	1'404	3'529

*La part des cas avec suspicion d'infraction transmis aux autorités cantonales chargées des sanctions doit être interprétée avec précaution, étant donné que dans le cadre du reporting la qualité des réponses des CP à cette question peut être questionnée (valeurs manquantes). Le nombre effectif de cas transmis pourrait être plus élevé. Source : SECO

4 Prestataires de services indépendants et indépendances fictives

Tableau 4.1 : Résultat des contrôles auprès des prestataires de services indépendants soumis à l'obligation d'annonce, 2019

	Contrôle des CT		Contrôle des CP		Total des indépendants contrôlés	Répartition des contrôles d'indépendance par branches en %	Total des cas soupçonnés d'indépendance fictive	Proportion des cas soupçonnés d'indépendance fictive
	Nombre de contrôles	Dont les cas soupçonnés d'indépendance fictive	Nombre de contrôles	Dont les cas soupçonnés d'indépendance fictive				
Agriculture	6	0	4	0	10	0%	0	0%
Paysagisme	33	1	3	0	36	1%	1	3%
Industrie manufacturière, industries	531	30	1'743	167	2'274	38%	197	9%
Secteur principal de la construction	40	1	120	2	160	3%	3	2%
Second-œuvre	1'177	29	1'295	169	2'472	42%	198	8%
Commerce	123	3	6	0	129	2%	3	2%
Hôtellerie-restauration	5	0	31	0	36	1%	0	0%
Transport, information et communication	9	3	49	2	58	1%	5	9%
Activités financières, assurance et prestation aux entreprises	425	30	19	5	444	8%	35	8%
Location de services	1	0	0	0	1	0%	0	0%
Enquête et sécurité	3	0	4	0	7	0%	0	0%
Nettoyage	13	1	11	3	24	0%	4	15%
Administration publique	1	0	7	1	8	0%	1	10%
Enseignement	26	4	0	0	26	0%	4	15%
Santé humaine et action sociale	22	4	0	0	22	0%	4	18%
Services à la personne	245	6	0	0	245	4%	6	2%
Salons de coiffure et instituts de beauté	4	0	0	0	4	0%	0	0%
Services aux ménages privés	6	1	0	0	6	0%	1	17%
Total*	**2'670**	**113**	**3'291**	**348**	**5'961**	**100%**	**461**	**8%**

*Sans les contrôles effectués dans l'industrie de l'érotisme. Source : SECO

Tableau 4.2 : Contrôles et sanctions liés à la vérification du statut des prestataires de services indépendants soumis à l'obligation d'annonce en 2019

	Total des contrôles en matière de vérification du statut d'indépendant	Nombre d'amendes (art. 9 al. 2 let. a)		Nombre de suspensions de travail prononcées (art.1b, al. 3 let. a)		Nombre d'interdictions prononcées pour infraction à l'obligation de renseigner (art. 9 al. 2 let. e)	
		CT	CP	CT	CP	CT	CP
Agriculture	10	0	0	0	0	0	0
Paysagisme	36	11	1	0	0	0	0
Industries manufacturières, industrie	2'274	69	41	13	0	52	11
Secteur principal de la construction*	160	1	39	0	11	4	23
Second-œuvre	2'472	110	265	2	44	43	114
Commerce	129	17	0	0	0	9	0
Hôtellerie et restauration*	36	0	0	0	0	1	2
Transports, information et communication	58	1	0	0	0	0	0
Activités financières, assurance et prestation aux entreprises	444	28	3	0	0	4	4
Location de services	1	0	0	0	0	0	0
Enquête et sécurité*	7	0	0	0	0	0	0
Nettoyage*	24	0	3	0	0	0	1
Administration publique	8	0	0	0	0	0	0
Enseignement	26	2	0	0	0	0	0
Santé humaine et action sociale	22	5	0	0	0	0	0
Services à la personne	245	13	0	1	0	3	0
Salons de coiffure et instituts de beauté	4	1	0	0	0	0	0
Services aux ménages privés	6	0	0	0	0	1	0
Total Suisse**	**5'961**	**258**	**352**	**16**	**55**	**117**	**155**

*Dans le tableau, les branches économiques sont définies selon la nomenclature générale des activités économiques (NOGA). Ces définitions ne sont pas forcément semblables aux champs d'application de CCT existantes. ** Sans les contrôles effectués dans l'industrie du sexe. Source. SECO

Tableau 4.3 : Contrôles des prestataires de services indépendants effectués par les CT cantonales dans les branches sans CCT étendue, par canton et par branche

	AG	AR	AI	BL	BS	BE	FR	GE	GL	GR	JU	LU	NE	SG	SH	SZ	SO	TG	TI	UR OW NW	VD	VS	ZG	ZH	CH
Agriculture sans horticulture	0	0	0	0	0	0	2	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	**6**
Horticulture/Services d'aménagement paysager	4	1	0	0	2	6	2	0	0	1	0	1	1	0	0	0	2	9	0	0	2	0	0	2	**33**
Industries manufacturières, industrie, industries extractives	48	8	1	4	1	139	32	0	13	14	3	59	16	21	1	9	24	11	92	2	22	0	0	11	**531**
Secteur principal de la construction	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2	5	1	0	0	0	0	0	8	0	1	19	0	2	**40**
Second-œuvre	12	7	0	14	251	21	8	0	2	109	0	122	0	14	28	38	0	54	157	10	96	131	53	50	**1'177**
Commerce	4	0	1	2	4	7	14	2	0	2	15	17	7	7	12	0	2	0	2	0	14	0	0	11	**123**
Hébergement et restauration	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	**5**
Transports, information et communication	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	1	0	0	1	0	1	0	0	2	2	0	0	**9**
Banques, assurances, activités immobilières, placement de services, activités de services aux entreprises, informatique, recherche-développement scientifique	24	1	0	8	31	52	23	13	2	8	8	19	13	15	2	12	29	7	85	4	36	0	0	33	**425**
Location de services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	**1**
Enquête et sécurité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	**3**
Nettoyage	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	2	0	1	0	0	0	4	3	0	0	0	0	0	**13**
Administration publique	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**1**
Enseignement	2	0	0	0	1	0	4	3	0	0	0	2	1	0	0	0	1	5	4	0	3	0	0	0	**26**
Santé humaine et action sociale	4	0	0	0	1	0	0	0	0	0	2	0	1	2	0	1	0	2	7	0	1	0	0	1	**22**
Services à la personne, culture, sport et activités récréatives	29	0	1	4	16	0	5	125	3	0	3	17	5	0	1	0	0	0	11	1	20	0	0	4	**245**
Salons de coiffure et instituts de beauté	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	**4**
Services aux ménages privés	0	0	1	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	**6**
TOTAL*	**127**	**20**	**4**	**32**	**314**	**227**	**91**	**146**	**21**	**134**	**33**	**246**	**47**	**60**	**44**	**61**	**58**	**93**	**370**	**17**	**204**	**154**	**53**	**114**	**2'670**

*Sans les contrôles effectués dans l'industrie du sexe. Source : SECO

5 Mesures et sanctions des autorités cantonales

Tableau 5.1 : Nombre de procédures de conciliation individuelle et proportion des procédures abouties auprès des employeurs suisses par canton, 2018-2019

	2018			2019			
	Procédure de conciliation	dont celles menées avec succès	Proportion	Procédures de conciliation traitées	Cas clôturés	Menées avec succès	Proportion
AG	9	3	60%	10	10	4	40%
AI/AR	0	0	-	0	0	0	-
BL	24	1	100%	9	0	0	-
BS	12	4	67%	10	6	2	33%
BE	7	1	14%	7	5	2	40%
FR	0	0	-	0	0	0	-
GE	205	142	80%	299	257	210	82%
GL	1	0	0%	1	1	1	100%
GR	5	5	100%	6	6	6	100%
JU	19	4	36%	11	6	5	83%
LU	2	1	100%	3	0	0	-
NE	16	16	100%	3	3	3	100%
SG	19	14	78%	10	10	7	70%
SH	5	3	60%	21	21	8	38%
SZ	4	3	75%	10	10	6	60%
SO	1	0	0%	12	10	4	40%
TG	14	3	25%	15	11	6	55%
TI	4	4	100%	0	0	0	-
UR/OW/NW	1	1	100%	7	5	4	80%
VD	176	54	56%	125	64	39	61%
VS	12	1	33%	0	0	0	-
ZG	0	0	-	0	0	0	-
ZH	275	71	26%	221	215	60	28%
CH	**811**	**331**	**51%**	**780**	**640**	**367**	**57%**

Source : SECO

Tableau 5.2 : Nombre de procédures de conciliation individuelle et proportion des procédures abouties auprès des entreprises de détachement par canton, 2018-2019

	2018			2019			
	Procédure de conciliation	dont celles menées avec succès	Proportion	Procédures de conciliation traitées	Cas clôturés	Menées avec succès	Proportion
AG	25	25	100%	38	37	35	95%
AI/AR	0	0	-	0	0	0	-
BL	15	13	87%	32	30	29	97%
BS	43	27	96%	19	16	8	50%
BE	4	0	0%	8	8	0	0%
FR	8	7	100%	4	4	4	100%
GE	12	6	60%	17	14	12	86%
GL	8	7	88%	10	9	8	89%
GR	35	23	75%	26	22	21	95%
JU	21	11	92%	29	22	20	91%
LU	21	19	90%	4	3	3	100%
NE	10	10	100%	2	2	2	100%
SG	29	23	79%	10	10	10	100%
SH	17	12	71%	23	23	14	61%
SZ	35	32	91%	21	21	20	95%
SO	8	4	50%	6	4	3	75%
TG	15	9	60%	18	13	10	77%
TI	2	2	100%	0	0	0	-
UR/OW/NW	16	15	100%	8	7	7	100%
VD	120	76	82%	89	62	56	90%
VS	6	1	100%	0	0	0	-
ZG	0	0	-	0	0	0	-
ZH	49	36	73%	40	40	29	73%
CH	**497**	**358**	**83%**	**404**	**347**	**291**	**84%**

Source : SECO

Tableau 5.3 : Part des amendes payées selon les estimations des cantons

AG	AR	AI	BL	BS	BE	FR	GE	GL	GR	JU	LU
70%	90%	80%	80%	80%	75%	55%	50%	80%	80%	80%	90%

NE	SG	SH	SZ	SO	TG	TI	UR/OW/NW	VD	VS	ZG	ZH
30%	80%	60%	80%	95%	90%	70%	80%	85%	-	-	43%

Source : SECO

6 Location de services[2]

6.1 Résultats de l'activité de contrôles

Tableau 6.1 : Contrôles menés par les CT dans le domaine de la location de services

		Activité de contrôles des CT				Taux de sous-enchères constaté (entreprises)		Taux de sous-enchères constaté (personnes)	
		2016	2017	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Entreprises	Nombre de contrôles	329	344	207	173	9%	4%	3%	2%
	Contrôles avec décision	311	323	198	164				
	Nombre de cas de sous-enchères salariales	24	15	18	6				
Personnes	Nombre de contrôles	1'736	2'169	1'321	650				
	Contrôles avec décision	1'355	1'998	1'456	814				
	Nombre de cas de sous-enchères salariales	89	54	45	18				

Source : SECO

Tableau 6.2 : Contrôles des CP auprès des entreprises de location de services, 2019

	Nombre de contrôles auprès de bailleurs de services		Infractions aux prescriptions sur les salaires		Autres infractions	
	Entreprises	Personnes	Entreprises	Personnes	Entreprises	Personnes
Agriculture / Horticulture	1	8	100%	25%	100%	25%
Industries manufacturières	185	1'613	38%	26%	26%	23%
Secteur principal de la construction	56	507	48%	48%	11%	27%
Second-œuvre	294	2'344	41%	44%	24%	23%
Commerce	3	14	67%	79%	33%	64%
Transport, information et communication	26	98	52%	69%	44%	75%
Banques, assurances, activités immobilières, activités de services aux entreprises, informatique, R&D	9	35	24%	16%	6%	5%
Location de services	215	6'285	81%	29%	55%	15%
Nettoyage	20	30	32%	23%	0%	0%
Administration publique, organisation internationale, ONG	8	23	33%	39%	2%	17%
Total CCT étendues au niveau fédéral	**817**	**10'957**	**51%**	**33%**	**31%**	**19%**

Source : SECO

Tableau 6.3 : Sanctions contre des infractions à la CCT étendue commises par des entreprises de location de services

	2015	2016	2017	2018	2019	Variation par rapport à 2018 (+/-)
Nombre d'entreprises contrôlés	**848**	**783**	**843**	**837**	**817**	**-2%**
Entreprises avec des infractions aux dispositions salariales	305	325	291	379	420	11%
Entreprises avec des infractions aux conditions de travail et aux autres dispositions d'une CCT	236	205	186	214	255	19%
Nombre de peines conventionnelles	**126**	**51**	**116**	**174**	**238**	**37%**
Montant total des peines conventionnelles infligées (CHF)	172'002	93'520	399'777	614'435	694'926	13%
Montant moyen des peines conventionnelles (CHF)	1'365	1'840	3'446	3'531	2'920	-17%
Entreprises avec des frais de contrôle à leur charge	**408**	**63**	**79**	**122**	**141**	**16%**
Montant moyen des frais de contrôle mis à la charge des entreprises (CHF)	578	1'753	1'669	1'687	1'386	-18%
Montant total des frais de contrôle mis à la charge des entreprises (CHF)	235'585	109'867	131'857	205'934	195'475	-5%
Cas de récidives	1	0	0	8	16	100%

Source: SECO

[2] Le 1er janvier 2012, l'extension du champ d'application de la convention collective de travail de la branche du travail temporaire (CCT Location de services) est entrée en vigueur. La décision d'extension a été modifiée et prorogée plusieurs fois sur demande des partenaires sociaux. Depuis le 1er mai 2016, l'extension s'applique à toutes les entreprises qui sont titulaires d'une autorisation de location de services fédérale ou cantonale conformément à la loi sur le service de l'emploi et la location de services et dont l'activité principale est la location de services. La CCT Location de services étendue s'applique dorénavant aux entreprises locataires de services, indépendamment de leur taille et comprend notamment des dispositions minimales à respecter en termes de conditions de salaire et de travail ainsi que de l'exécution de la CCT. La CCT règle également les contributions d'exécution et de formation continue tout comme la LPP et l'IJM.